

Contribution à l'enquête d'utilité publique concernant le projet UGIR'ING

Après le rachat par Ugitech en octobre 2023 de l'ancien site de Ferropem de Château-Feuillet, situé à La Léchère (Savoie), le projet « Ugiring », destiné au recyclage de ferro-alliages à partir de déchets industriels a donné lieu à l'enquête publique en cours jusqu'au 31 mars.

La situation du site Ugiring (ex-Ferropem) est très particulière, de par l'attachement des habitants de la vallée à ce site industriel historique emblématique d'un savoir-faire centenaire, spécialisé à l'époque dans la production d'alliages à base de silicium et de fumées de silice qui faisait la fierté de la vallée. L'arrêt de l'activité de Ferropem a eu un impact : 221 emplois directs supprimés, plus de 1000 emplois indirects impactés, le bassin de vie local touché, un risque majeur de friche industrielle au pied des stations de ski, etc.

C'est pourquoi, il est essentiel que le site revive. Le projet est d'enjeu majeur, symbole de la réindustrialisation innovante en Savoie. Si nous sommes favorables à la réindustrialisation de nos territoires, ce projet d'une usine classée SEVESO Seuil Haut soulève pour Les Écologistes de nombreuses interrogations et inquiétudes qui font partie de l'objet de notre déroulé.

1. La question de l'acceptabilité du projet industriel est fondamentale

Hormis quelques articles de presse depuis un an, et l'enquête publique en cours, ce projet n'a pas fait l'objet d'une quelconque information de la population, ce qui suscite la colère et l'inquiétude légitimes de la population riveraine.

Le projet de retraitement des déchets métalliques d'Ugitech est un projet intéressant en termes d'économie circulaire. L'économie circulaire est un enjeu majeur pour sortir de notre prédation des ressources naturelles et ainsi respecter les limites planétaires. Mais c'est justement parce que l'enjeu est de taille que cela ne peut pas se faire sans l'assentiment de la population locale.

La méconnaissance de ce qu'implique le classement en SEVESO Seuil Haut, les dangers associés en termes d'impacts environnementaux, de santé publique et de risques pour la sécurité des populations riveraines, en cas d'accident industriel contribuent à l'inquiétude collective.

Le délai initialement imposé pour l'enquête d'utilité publique (prévu initialement le 17 mars 2024) était beaucoup trop court pour permettre d'avoir des réponses aux nombreuses interrogations que posent ce dossier peu précis sous couvert de protéger le secret industriel de nouveaux process. Le temps de l'enquête publique est primordial et nous saluons la prolongation au 31 Mars. Toutefois, nous regrettons que le porteur de projet et les services instructeurs de l'Etat ne profitent pas de ce temps rallongé pour organiser une réunion publique à destination de la population.

Plus globalement, les attentes de la population en matière d'information et de concertation autour des sites industriels à risques majeurs, sont renforcées depuis les accidents AZF, Lubrizol ou encore plus récemment la pollution des ressources en eau aux PFAS (polluants éternels). Le site de Château-Feuillet est d'ailleurs "source présumée de pollution au PFAS" selon https://www.lemonde.fr/les-decodeurs/article/2023/02/23/polluants-eternels-explorez-la-carte-d-europe-de-la-contamination-par-les-pfas_6162942_4355770.html.

2. La question de la prévention et de la gestion du risque industriel majeur

La situation de ce site historique est particulière de par sa localisation : fond de vallée, insertion dans le tissu urbain préexistant, proximité d'enjeux accueillant des personnes vulnérables, proximité de la station thermale de La Léchère, proximité des axes de transports majeurs pour la vallée. Autant d'enjeux humains, économiques et environnementaux importants et proches du site qui doivent être au cœur de la future exploitation du site.

La classification Seuil Haut est due au stockage de piles alcalines et salines en attente de retraitement, et aux risques toxiques que cela engendrerait dans et hors de l'enceinte en cas d'incendie inquiète car à moins de 100 mètres se trouvent de nombreuses habitations, à 170m une école maternelle et primaire, des infrastructures de transports structurantes pour la vallée de Tarentaise (RN90 et voie SNCF) dont la RN90 très fortement fréquentée par les touristes, les w-ends d'hiver, enfin la proximité de la station thermale de La Léchère, équipement d'intérêt pour le tourisme local.

La prise en compte du risque industriel est survolée dans le dossier d'enquête publique. Pas d'informations claires sur les risques encourus en cas d'accidents (explosion, pollutions...) alors que dernièrement en Aveyron un incendie majeur a eu lieu dans un centre de retraitement de piles et batteries. Les moyens de lutte contre les accidents qui surviendraient sur le site et des services de secours, en cas de déclenchement de POI ou de PPI ne sont pas présentés.

3. La question de l'évaluation et du suivi des impacts environnementaux et sanitaires dans la future exploitation du site

Ugiring s'engage à respecter les normes légales d'émissions des rejets dans l'eau, l'air et le sol. Mais, ces affirmations sont parfois peu étayées ou basées sur des relevés datés de l'exploitation de Ferropem et donc anciens. Les deux points de vigilance soulevés concernent les impacts sur la ressource en eau et les impacts des rejets atmosphériques.

- De quelles natures sont les rejets des cheminées, quel contrôle sera assuré et par qui et avec quelle régularité ? Quels accès aux résultats de ces contrôles pour la population ? Les contrôles des rejets de poussières et des gaz échappés des futures cheminées ne sont pas précisés.
- Quelles garanties face au risque de pollution de l'eau par infiltration liée au stockage des piles ?

4. La question de l'impact de la future exploitation en termes d'émissions de gaz à effet de serre

Le porteur de projet met en avant son intérêt en matière de décarbonation et de souveraineté. Quels seront les impacts en termes d'émissions, le projet permettra-t-il de respecter les objectifs réduction des émissions en 2050, prioritairement pour les deux territoires administratifs impactés, Arlysère et l'APTV ?

Pour information, le diagnostic du Plan Climat d'Arlysère pose le secteur industriel comme le deuxième émetteur (après le transport) avec entre 100 et 110 ktéqCO₂/an. Pour la CCVA (qui ne dispose pas de Plan Climat), les données extraites du dossier sont de 228ktéqCO₂ pour le secteur industriel (2019 avant la fermeture de FERROPEM). Il est juste mentionné les économies d'émissions carbone qui seront faites sans connaître « l'état zéro » : 63000 TeqCO₂ économisées.

Quels seront donc les rejets associés à l'exploitation mais aussi à l'approvisionnement en énergie et matières premières du site ?

En effet, le projet est adossé à la future desserte en gaz de la Tarentaise depuis Albertville (pour laquelle un consortium public-privé) est mis en place. Il s'agit de Tarentaise Énergies de Demain qui promet la construction de 25 km de conduite en 2026.

Ce projet est largement subventionné par les collectivités locales. Pourquoi, alors que ces usines se sont créées dans ces fonds de vallées alpines parce qu'il y avait l'énergie hydraulique, va-t-on investir des millions d'euros dans une énergie fossile appelée à disparaître ? Que se passera-t-il lorsque le prix du gaz augmentera ?

Dans un premier temps, le gaz transporté sera naturel et nous ne savons pas quelle échéance est donnée pour un approvisionnement en gaz dit « vert » ou en hydrogène. Or, la France importe le gaz naturel de pays comme la Norvège, la Russie. Cela reste une énergie fossile, dont l'exploitation et le transport restent très émetteurs et une énergie non renouvelable.

Le transport par camions de l'énergie gaz (dans un premier temps) et des matières premières interroge. Si on est dans une vraie décarbonation, le transport doit se faire par le rail même si cela impose des contraintes supplémentaires. Or, il est bien confirmé que le transport ne pourra pas se faire par rail !

D'autre part, l'argument de la souveraineté industrielle peut-être questionné quand le groupe auquel appartient Ugiring (SWISS STEEL GROUP) a comme actionnaire un milliardaire russe [REDACTED] condamné aux USA. Ne risque-t-on pas de voir l'embargo sur le gaz russe détourné ?

C'est pourquoi, si nous ne souhaitons pas remettre en cause la construction de la conduite, nous demandons à ce que Tarentaise Énergie de Demain ait une obligation de publier un calendrier et un plan volontariste pour changer l'approvisionnement énergétique et passer en gaz vert ou hydrogène vert, etc. Mettre en place une solution énergétique qui permet de sortir des énergies fossiles.

5. Des demandes de garanties et des conditionnalités

Pour nombre de groupes financiers, dont la seule préoccupation est le profit, la décarbonation est un prétexte pour créer des usines avec des aides conséquentes de l'Etat, qui sont revendues quelques années plus tard. Le groupe suisse, Swiss Steel Group se sépare actuellement de trois usines et d'un centre de recherche en France. Chacun a en mémoire la liquidation de Graftech et Ferropem - deux usines performantes - par des multinationales pour qui la souveraineté nationale n'a pas de sens. Nous demandons des garanties et des clauses empêchant de tels scénarios.

Quelles sont les conditionnalités des aides publiques posées par l'Etat et les collectivités financeurs de près ou de loin à ce projet ?

Des conditionnalités en terme de compensations pour les riverains doivent être posées : participation financière aux mesures probables de réduction de la vulnérabilité des biens qui seront compris dans la zone de danger au travers d'un futur PPRT (par exemple), conditionnalités en terme de réduction des émissions de gaz à effet de serre par un approvisionnement énergétique vertueux, conditionnalités en terme de maintien de l'emploi, conditionnalités en terme de compensations financières pour la dévaluation des biens immobiliers, etc.

Notre conclusion

Nous sommes favorables à la réindustrialisation mais pas à n'importe quel prix pour la santé humaine, la sécurité des personnes, la protection des ressources en eau et de l'environnement. Nous comprenons que ce projet de pyrométallurgie porté par Ugiring est un enjeu majeur de la réindustrialisation en Savoie et dans la vallée de la Tarentaise.

La réindustrialisation, tout comme les procédés innovants qu'elle expérimente doit être également innovante et exigeante en terme de réduction des rejets polluants, de contrôle, de suivi des ces rejets.

De plus, il est inconcevable qu'elle se fasse sans être exigeante en matière de transparence de l'information des élus locaux et des riverains, quit à aller au-delà du respect du cadre réglementaire en la matière, il en va de l'acceptation globale de ce type de projet.

Les porteurs de projets, les autorités (Etat, élus locaux) doivent être les garants d'une réindustrialisation « vertueuse ». Si l'emploi est une préoccupation essentielle pour nos bassins de vie, ils ne doivent pas être opposés à la protection de la santé publique et de l'environnement. La protection sanitaire et de l'environnement, de la biodiversité, des ressources en eau, l'air, les sols... ne peuvent plus être accessoires dans le montage de tels projets.

Enfin, nous demandons, des garanties fortes visant à respecter les conditionnalités énoncées au regard des financements publics avancés très conséquents.

Vous remerciant de prendre en considération nos réserves et exigences de garanties, nous vous prions de croire en l'expression de nos sentiments distingués.